

DEFI

L'ECONOMIE DU FACT-CHECKING

Développement d'Expertises croisées entre initiatives Francophones contre la manipulation de l'Information

LES SURLIGNEURS

Sommaire

1. Intro : Des initiatives multiples, un défi commun
2. Règles d'or
3. Les modèles en pratique

INTRO :

**Des initiatives multiples,
Un défi en commun**



La cause



Des événements décisifs dont l'issue a pu être influencée par des campagnes de désinformation.

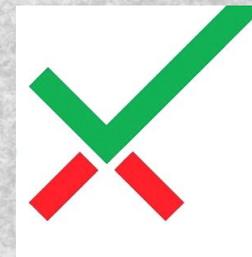


INTRO

La conséquence



Les vérificateurs
PAR RTI.info



De plus en plus d'initiatives de lutte contre la désinformation voient le jour.

Rapport Reporter's Lab 2018

- 149 projets dans 53 pays
- 3 fois plus qu'en 2014
- Augmentation de 30% en 2017

- Aux Etats-Unis, les fact-checkers sont majoritairement affiliés à un média à 87%,
- Ailleurs dans le monde, montée en puissance d'organisations à but non lucratif (53% seulement des projets restent directement affiliés à un média).
- Les fact-checkers non affiliés à un média travaillent soit avec des universités, des think tanks ou sont des observateurs non-partisans.



Rapport Reporter's Lab 2018

Des tendances similaires :

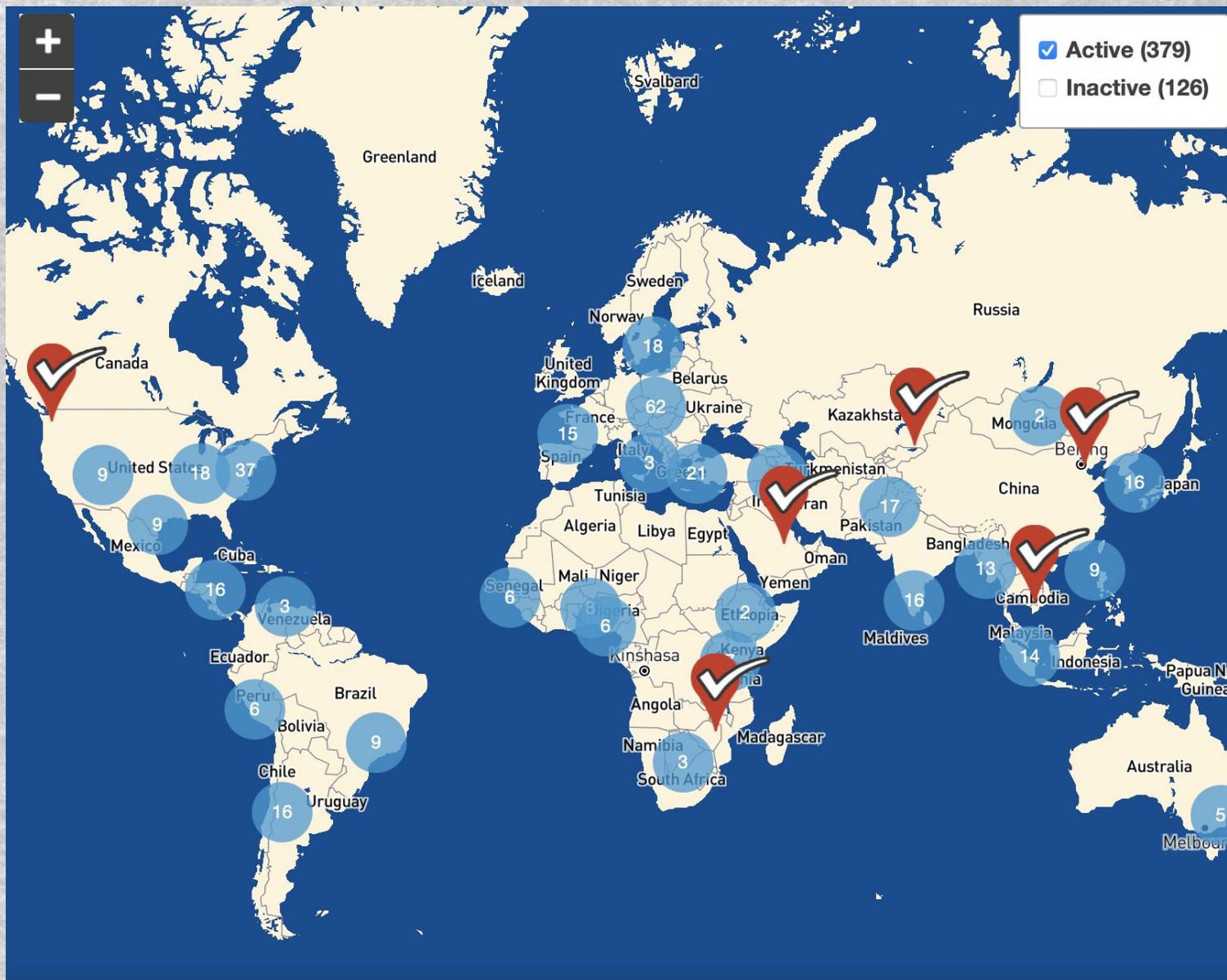
- La question de la viabilité
- La variété des moyens de financements

« La majorité des plates-formes de vérification rencontrent des problèmes de financement. Habituellement, ils obtiennent leurs revenus grâce à des subventions, des dons de mécènes, des collaborations avec les médias ou des contributions de partenaires »,

Clara Jiménez, cofondatrice de *Maldita.es*

→ Ces trois sources de financement exigent beaucoup d'efforts et de temps que les plateformes sont obligées de « *sacrifier* » pour lutter contre la désinformation sur le Web.





- Le nombre de fact-checkers dans le monde a doublé en 6 ans.
- Le recensement annuel de fact-checkers du Duke Reporters' Lab a recensé 391 projets de fact-checking actifs en 2021.

Une carte des initiatives de fact-checking en 2022.

INTRO

Toujours et encore d'actualité...

Solutions simples ?

Des subventions institutionnelles au niveau national ou supranational ?

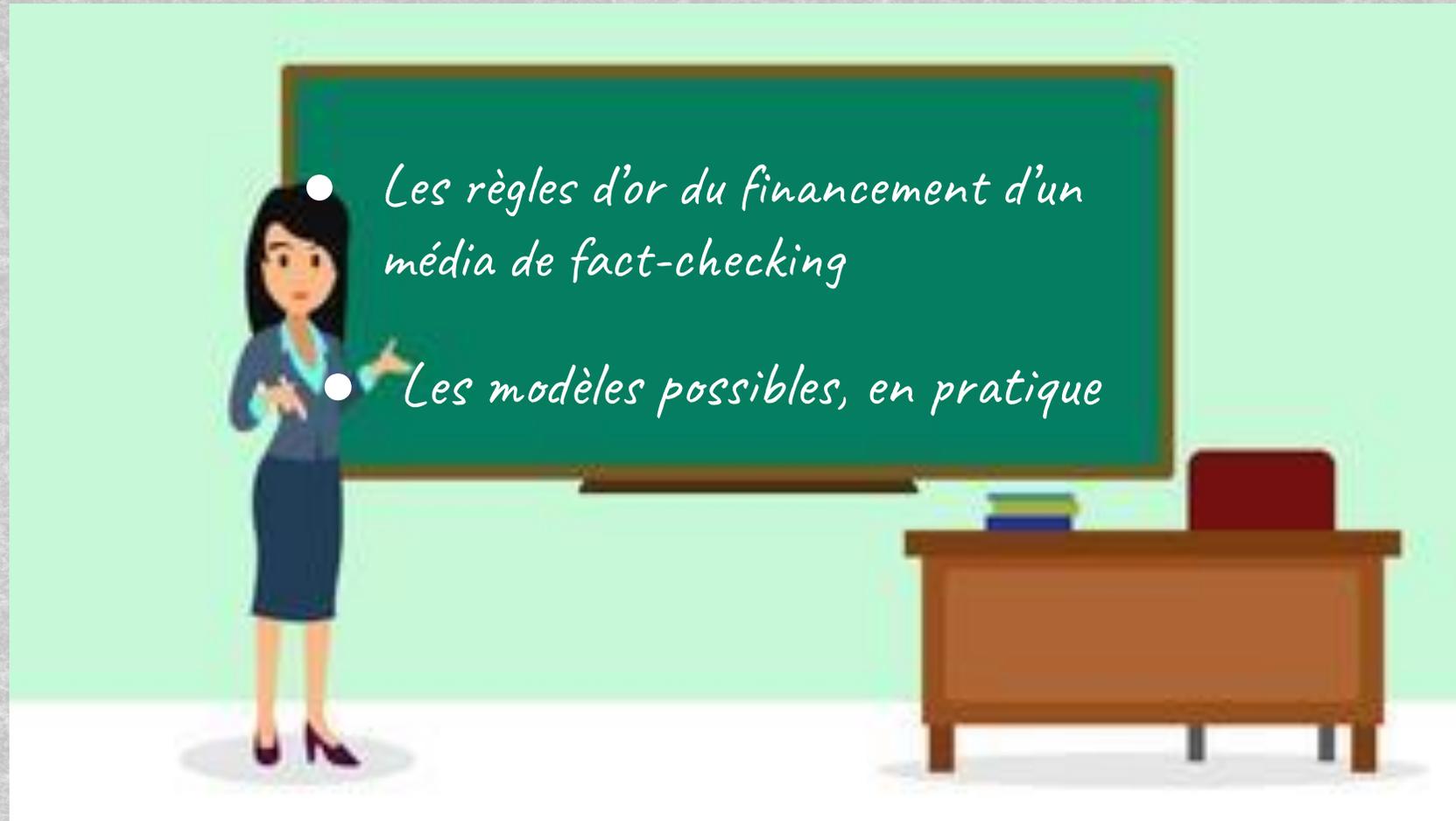
Canal spécifique de financement pour les plateformes ?



→ Débats et critiques.

Difficulté de travailler sur des projets de fact-checking en acceptant certaines aides publiques ou de l'argent d'institutions dont l'implication pourrait faire baisser le niveau de crédibilité ou de confiance du public.

Dans cette formation...



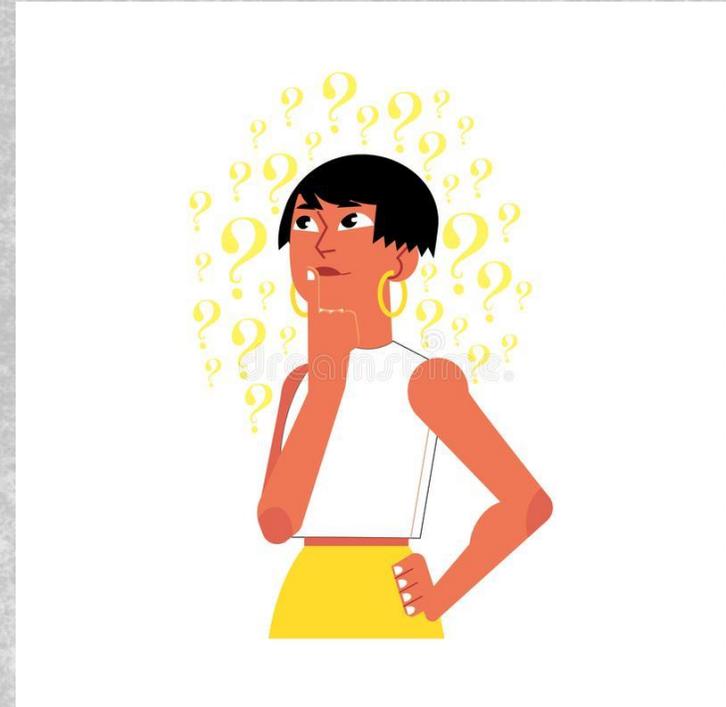
Règles d'or



1. Recevoir de l'argent...
2. ...Mais pas à n'importe quel prix
3. Le contrôle des antécédents
4. Connais-toi toi-même
5. Fundraising risk analysis

La question du jour

Comment gérer l'indépendance et la transparence de mon média tout en entretenant des relations avec des donateurs, des clients, ou d'autres instances afin d'en assurer le fonctionnement et les activités à long terme ?



→ La situation est la même pour les organisations à but lucratif ou non lucratif : les médias et les fact-checkers ont des normes à respecter.

Recevoir de l'argent...



- Pour publier des contenus
- Pour continuer nos activités de politiques publiques
- Pour maintenir nos emplois et ceux de nos collègues

...mais pas à n'importe quel prix !



Le fact-checker ne peut jamais compromettre :

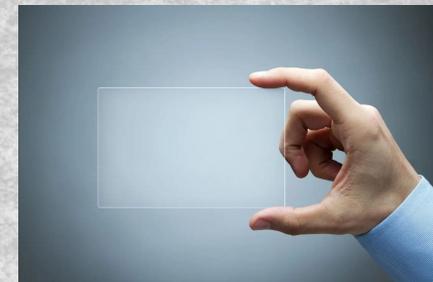
- sa méthodologie
- son indépendance
- sa transparence

→ Les vérificateurs de faits vivent de la confiance accordée par le public. C'est donc le facteur le plus important à garder à l'esprit lorsque l'on reçoit de l'argent.

...mais pas à n'importe quel prix !

Cela implique concrètement :

- Pas plus de 25 % du budget ne doit provenir d'un seul financeur : risque de mettre en péril votre indépendance et votre pérennité
- Le respect des règles de déontologie
 - La transparence des sources de financement
 - Pas de financement issu de partis politiques
 - Pas de financement issu de représentants d'intérêts



LES SURLIGNEURS

À PROPOS

SURLIGNAGES

ARTICLES

QUIZ

PODCASTS

ÉVÈNEMENTS

RECHERCHER...



EUROPE

FINANCES

INSTITUTION

POLICE-JUSTICE

PRÉSIDENTIELLE 2022

SANTÉ

tout lecteur peut contacter l'équipe de rédaction et contester un point de l'article. Les Surligneurs répondent toujours. En cas d'erreur, l'article est amendé avec mention de l'ajout en pied d'article.

Un comité scientifique est garant du respect de l'éthique éditoriale et de la qualité juridique :

Christophe André, Maître de conférences en droit privé (Dante, Université Paris Saclay), Laurence Burgorgue-Lanaud, Professeure de droit public (IREDIÉS, Paris Panthéon-Sorbonne), Jean-Pierre Camby, Administrateur à l'Assemblée nationale (professeur associé, VIP, Université Paris Saclay), Laure Clément-Wilz, Professeure de droit public (MIL, Université Paris-Est Créteil), Alioune Fall, Professeur de droit public (CERDRADI, Université Montesquieu Bordeaux IV), Thibaut Fleury-Graff, Professeur de droit public, (VIP, Université Paris Saclay), Sophie Robin-Olivier, Professeure de droit privé, (IREDIÉS, Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

SOUSSION D'UNE PROPOSITION

Les lecteurs sont invités à soumettre des déclarations à vérifier, grâce à l'adresse contact@lessurligneurs.eu ou en remplissant un [formulaire en ligne](#), sous réserve que ces informations puissent donner lieu à un surlignage juridique et respectent les critères du [leagal-checking](#) exposés plus haut

(EDMO) et de l'Observatoire des initiatives de lutte contre la désinformation (ODIL).

QUI FINANCE LES SURLIGNEURS ?

Le projet est soutenu financièrement par les cotisations des adhérents, les dons des particuliers, qui représentent moins de 5 % des ressources de l'association. Les autres ressources, en 2021, sont : La fondation Francis-Lefebvre (40 %), la [Fondation Hippocrène](#) (10 %), le [laboratoire VIP](#) de l'Université Paris-Saclay (5 %), la Commission européenne (35 %).

L'association Les Surligneurs a reçu en 2021 une subvention de la Commission européenne pour la réalisation du podcast [Objection votre Europe](#). Cette subvention couvre 40 % des coûts de fabrication du podcast, et ne saurait en aucun cas influencer sur les choix éditoriaux du podcast.

Des membres des Surligneurs reçoivent une rémunération à titre personnel de la part d'établissements d'enseignement supérieur pour assurer la formation de leurs étudiants à l'analyse juridique du discours politique. Les établissements concernés sur l'année académique 2021-2022 sont : Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, l'Université de Lille, Aix-Marseille Université.

Mieux vaut prévenir que guérir...

Le contrôle des antécédents



Avant d'accepter de l'argent d'une entité ou d'aller lui en demander, il est nécessaire de faire ses recherches afin de répondre aux questions suivantes :

- Quels sont les intérêts du donateur/client ?
- Ce que le donneur/client veut en échange ?
- Comment pouvez-vous lui donner ce qu'il veut ?

Connais-toi toi-même

Sans idée précise de pourquoi notre média a besoin de cet argent et ce qu'il en fera s'il l'a, le donateur pourrait influencer le processus et le dessein.

→ Connaître son organisation : sa mission, ses règles et ses lignes rouges !

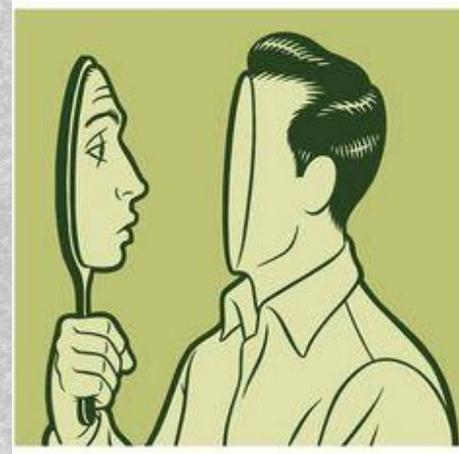


Connais-toi toi-même

Les éléments clefs

- **Statuts de l'association** ou équivalent (à mettre à jour régulièrement en fonction de l'évolution de l'organisation). Avec objectifs, activités, bénéficiaires, processus de prise de décision et individus, utilisation et gestion des fonds.
- Une **mission** / un objectif clair
- Planification du **budget** et des activités.
- **Responsabilité** (conseil d'administration ou équivalent). Petit groupe de conseillers de confiance.

Connais-toi toi-même



QUE FAITES-VOUS ?

- Activité principale
- Services
- Produits
- Pourquoi êtes-vous bon dans votre domaine ?

COMMENT LE FAITES-VOUS ?

- Qui est votre équipe ?
- Ce que fait votre équipe ?
- Quelles sont vos sources de revenus ?
- Quels sont vos coûts pour le faire ?

Fundraising Risk Analysis

Rappel :

Recevoir de l'argent peut potentiellement mettre son organisation en danger (si cela entache sa crédibilité ou son indépendance).

Étape 1 : connaître votre client/donateur

- Examinez leur but, leur objectif et leur mission.
- Examinez leur rapport annuel : activités ? financement ?
- Qui exerce un contrôle important et/ou gère leur organisation ?
- Demandez à d'autres de vérifier leurs antécédents pour vous assurer qu'il s'agit d'une organisation réputée et en règle.

Fundraising Risk Analysis

Étape 2 : faire une évaluation des risques

- Est-ce que ce financement aide mon organisation ?
- Est-ce que les règles de mon organisation me permettent de l'accepter ?
- Est-ce que ce financement peut mettre en péril la crédibilité de mon organisation ?
- Est-ce que ce partenariat peut menacer ma capacité à travailler en accord avec mes valeurs ?
- Est-ce que le financement sera suffisant pour remplir les objectifs prévus ?
- Est-ce que ce partenariat peut affecter ma relation avec d'autres acteurs essentiels à mon organisation ?
- Quel est le pourcentage de ce financement par rapport à mon budget total ?

En pratique

1. Abonnement
2. Modèle de l'adhésion (membership)
3. Les dons
4. Appels à projet
5. Les grandes plateformes

Abonnements

- Le système d'abonnement au regard des critères de l'IFCN
- Le système d'abonnement plus ou moins intéressant que le financement par les plateformes ?
 - Le cas de Libération, qui a arrêté son partenariat financier avec Facebook car ils préféreraient réserver leurs articles à leurs abonnés (alors qu'un tel partenariat impose que les articles soient en libre accès)



En pratique

Modèle de l'adhésion (membership)

- Liberté et indépendance
- Les lecteurs sont impliqués dans le projet
- Les contenus principaux restent gratuitement accessibles à tous
- Possibilités de développer d'autres activités à destination des adhérents et création d'une communauté



→ Une piste pour Les Surligneurs ?

Les dons

- Des médias d'enquête financés uniquement par des dons
- Disclose, un « média à but non lucratif enquêtant sur des sujets d'intérêt public ». Depuis 2018.
- Financement participatif, philanthropie auprès de mécènes et particuliers.
- ProPublica aux États-Unis et Correctiv en Allemagne



Appels à projets

Ces projets sont de plus en plus nombreux à mesure que les États et autres organisations s'inquiètent du phénomène et de ses conséquences.

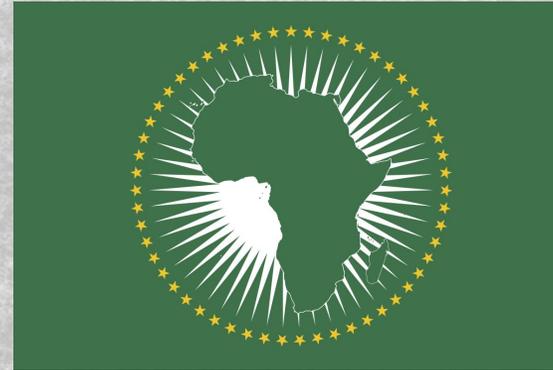
→ Des appels à projet ciblés autour d'actions de fact-checking ont vu le jour ces dernières années, émanant de nombreuses organisations

PUBLIQUES et PRIVÉES

Appels à projets

ORGANISATIONS PUBLIQUES

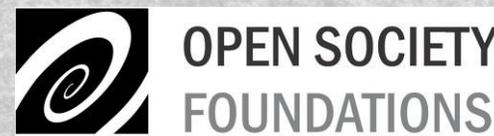
- Union européenne
- Union Africaine
- OIF
- OTAN
- Aides nationales ou régionales
- ...



Appels à projets

ORGANISATIONS PRIVÉES

- IFCN / Poynter
- Open Society
- CFI
- Google News Initiative
- Rory Peck Trust
- META
- Tik Tok
- ...



ZOOM SUR - Les grandes plateformes

GENÈSE :

-Avec l'élection de Trump et la campagne présidentielle américaine, Facebook a été accusé d'être une caisse de résonance des fake news.

-Le réseau social a donc décidé de riposter, en déléguant à des journalistes ce travail de tri entre vraies et fausses informations circulant sur les fils d'actualité de leurs internautes.



En pratique

ZOOM SUR - Les grandes plateformes

FACEBOOK :

- 80 organisations qui vérifient des informations dans plus de 60 langues dans le monde
- Condition : avoir obtenu la certification de l'IFCN
- Processus et modalités : négociations au cas par cas



ZOOM SUR - Les grandes plateformes



TWITTER :

-Le programme “birdwatch” : par lequel des utilisateurs individuels (les “Birdwatchers”) soumettent des notes corrigeant des informations potentiellement fausses dans un tweet. Ces notes contiennent généralement des liens vers une source vérifiée que les utilisateurs de Twitter qui lisent la note peuvent utiliser pour évaluer la véracité de l'information. → expansion en 2022 : plus de birdwatchers, évalués grâce à des notations

-Collaboration avec des fact-checkers pour évaluer l'efficacité du programme

ZOOM SUR - Les grandes plateformes

TIK TOK :

“Nous avons plus d'une douzaine de partenaires de vérification des faits dans le monde entier qui examinent le contenu dans plus de 30 langues. Tous nos partenaires de vérification des faits sont accrédités par l'International Fact-Checking Network en tant que signataires vérifiés du code de principes de l'International Fact-Checking Network. Par souci de prudence, lorsqu'un contenu est en cours de vérification des faits ou lorsqu'il ne peut être corroboré par la vérification des faits, il ne peut être recommandé dans les fils For You. Si les vérificateurs de faits confirment que le contenu est faux, nous pouvons retirer la vidéo de notre plate-forme ou la rendre inéligible à la recommandation dans les flux For You.”



FIN